

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière

Code géographique : R1228

Type d'organisme municipal : Régie intermunicipale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20 (3-7)
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

LEMIEUX NOLET
comptables professionnels agréés
S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis no A102002

DATE 2015-03-31

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette), de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23 et S25 portent sur

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond Chabot Grant Thornton
comptables professionnels agréés
S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique no A122005
5700, JB Michaud, bureau 400
Lévis, Québec
G6V 0B1

DATE 2015-03-31

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	3 287 550	3 358 041		3 358 041	3 366 048	
Transferts	4						
Services rendus	5		409 488		409 488	534 817	
Imposition de droits	6						
Amendes et pénalités	7						
Intérêts	8		131 615		131 615	127 029	
Autres revenus	9	416 650	(10 485)		(10 485)	76 781	
	10	3 704 200	3 888 659		3 888 659	4 104 675	
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		30 021		30 021		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		30 021		30 021		
	18	3 704 200	3 918 680		3 918 680	4 104 675	
Charges							
Administration générale	19	267 300	303 718	4 442	308 160	292 064	
Sécurité publique	20						
Transport	21						
Hygiène du milieu	22	2 106 700	2 302 854	1 150 639	3 453 493	4 156 589	
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24						
Loisirs et culture	25						
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	298 600	224 994		224 994	294 474	
Amortissement des immobilisations	28		1 155 081	(1 155 081)			
	29	2 672 600	3 986 647		3 986 647	4 743 127	
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 031 600	(67 967)		(67 967)	(638 452)	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 031 600	(67 967)	(638 452)
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	30 021) ()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 031 600	(97 988)	(638 452)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 155 081	1 433 598
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6		16 431	1 401
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 171 512	1 434 999
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			48 007
Remboursement de la dette à long terme	17 (	996 000 ) (	1 034 800 ) (	1 473 500)
	18	(996 000)	(1 034 800)	(1 425 493)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	25 100 ) (	15 646 ) (	4 139)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	34 500		
Excédent de fonctionnement affecté	21		34 500	268 300
Réserves financières et fonds réservés	22	(45 000)	(36 221)	(70 089)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		48 947	23 829
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(35 600)	31 580	217 901
	26	(1 031 600)	168 292	227 407
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		70 304	(411 045)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		30 021	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	5 100)	4 708))
Sécurité publique	3 ()))
Transport	4 ()))
Hygiène du milieu	5 (	20 000)	1 475 792)	(8 269)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 ()))
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	25 100)	1 480 500)	(8 269)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			3 215 993
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	25 100	15 646	4 139
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	25 100	15 646	4 139
	19		(1 464 854)	3 228 401
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(1 434 833)	3 228 401

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	294 000	318 758	297 567
Charges sociales	2	70 100	73 264	67 751
Biens et services	3	926 100	809 926	725 408
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	298 600	221 437	290 208
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		3 557	4 266
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Autres	10		137 538	135 643
Autres organismes	11	848 950	900 736	893 674
Amortissement des immobilisations	12		1 155 081	1 433 598
Autres				
- Act. ferm. et après fer. autres	13	234 850	366 350	895 012
-	14			
-	15			
	16	2 672 600	3 986 647	4 743 127

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	3 287 550	3 358 041	3 366 048
Transferts	4			
Services rendus	5		409 488	534 817
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Intérêts	8		131 615	127 029
Autres revenus	9	416 650	19 536	76 781
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	3 704 200	3 918 680	4 104 675
Charges				
Administration générale	12	267 300	308 160	292 064
Sécurité publique	13			
Transport	14			
Hygiène du milieu	15	2 106 700	3 453 493	4 156 589
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17			
Loisirs et culture	18			
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	298 600	224 994	294 474
	21	2 672 600	3 986 647	4 743 127
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 031 600	(67 967)	(638 452)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		2 398 996	3 037 448
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		2 398 996	3 037 448
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		2 331 029	2 398 996

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 031 600	(67 967)	(638 452)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	25 100 ) (	1 480 500 ) (	(8 269))
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 155 081	1 433 598
(Gain) perte sur cession	5		16 431	1 401
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(25 100)	(308 988)	1 443 268
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			(100)
	11			(100)
	12	1 006 500	(376 955)	804 716
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 006 500	(376 955)	804 716
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(7 888 091)	(8 692 807)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(7 888 091)	(8 692 807)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(8 265 046)	(7 888 091)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	531 072	364 951
Placements temporaires	2	809 537	681 235
Débiteurs (note 5)	3	479 376	420 048
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	3 604 221	3 372 910
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	5 424 206	4 839 144
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 729 644	40 246
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	4 138 709	3 830 291
Revenus reportés (note 12)	13		
Dette à long terme (note 13)	14	7 820 899	8 856 698
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	13 689 252	12 727 235
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(8 265 046)	(7 888 091)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	10 590 251	10 281 263
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21	5 824	5 824
	22	10 596 075	10 287 087
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	2 331 029	2 398 996

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(67 967)	(638 452)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 155 081	1 433 598
Autres			
- Perte sur disposition d'immo	3	16 431	1 401
- Perte disposition placements	4	10 861	38 391
	5	1 114 406	834 938
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(59 328)	61 292
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	308 418	583 294
Revenus reportés	9		
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		(100)
	14	1 363 496	1 479 424
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 480 500)	(8 269)
Produit de cession	16		
	17	(1 480 500)	8 269
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(225 401)	(116 662)
Variation nette des autres placements à long terme	21	(242 172)	(184 042)
	22	(467 573)	(300 704)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		3 264 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 034 800)	(1 473 500)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 689 398	(3 022 955)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(999)	(25 798)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	653 599	(1 258 253)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	69 022	(71 264)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	689 851	761 115
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	758 873	689 851

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La régie, constituée le 23 février 1995 en vertu de la Loi sur les cités et villes et du Code municipal du Québec a obtenu une modification de son décret le 19 juin 2002 en vertu de la Loi sur les cités et villes et du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****D) Actifs non financiers**

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

S.O.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties à compter de l'année suivant leur transfert à la catégorie d'immobilisations appropriée, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	5, 8, 15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	10, 20, 30 et 40 ans
Véhicules	5 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 et 10 ans

Selon l'entente relative à la constitution, la municipalité où sont situés les biens immeubles en gardera la propriété sans devoir verser aucune indemnité aux autres municipalités.

E) Revenus de transfert

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Pour les intérêts sur la dette à long terme : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
 - pour tout excédent de la charge sur les sommes à verser en fiducie : sera financé à long terme en 2015.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la régie bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la régie bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	475 848	296 123
Placements temporaires	2	105 888	60 212
Placements à long terme	3	3 604 221	3 372 910

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	114 383	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	91 292	29 700
Organismes municipaux	8	223 470	245 674
Autres			
- Clients et autres	9	38 784	127 405
- Intérêts courus sur placements	10	11 447	17 269
	11	479 376	420 048

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	356	12

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		

Note

7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	3 604 221	3 372 910
	24	3 604 221	3 372 910

Note

Les placements à long terme sont constitués d'obligations dont les taux d'intérêt varient de 1,75 % à 4,875 % et échéant de 2015 à 2022 pour un coût de 2 660 172 \$ et d'actions canadiennes pour un coût de 944 049 \$.

Ces placements sont détenus dans la fiducie du fonds de gestion post-fermeture.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 22 364	20 767
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>22 364</u>	<u>20 767</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La régie dispose de deux marges de crédit autorisées au montant de 1 000 000 \$ et de 6 550 000 \$, portant respectivement intérêt aux taux préférentiel majoré de 0,50% et au taux préférentiel.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 164 933	221 847
Salaires et avantages sociaux	38 52 374	28 402
Dépôts et retenues de garantie	39	
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 3 630 000	3 264 000
Autres		
- Int. courus dette long terme	42 68 962	87 643
- Organismes municipaux	43 8 386	10 202
- Gouv. du Québec	44 207 654	212 197
- Autres courus	45 6 400	6 000
-	46	
	47	
	<u>4 138 709</u>	<u>3 830 291</u>

Note

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Conformément à la convention de fiducie intervenue le 14 juillet 1998 et selon les exigences précisées à la "condition 21" du décret numéro 701-98 adopté par le gouvernement du Québec en date du 27 mai 1998 et modifié par le décret numéro 1083-2007 du 5 décembre 2007, la régie s'est engagée à mettre en oeuvre un programme de surveillance des eaux de lixiviation pour la période de gestion d'après-fermeture du site d'enfouissement.

Le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture de la régie est constaté dans ses états financiers en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique (en mètres cubes).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

2014

2013

Au 31 décembre 2014, le passif présenté au titre des activités de fermeture est de 262 000 \$ et celui présenté au titre des activités d'après-fermeture est de 3 368 000 \$. Le total des dépenses estimatives rattachées aux activités de fermeture et d'après-fermeture est de 366 000 \$ pour l'exercice 2014. Le solde restant à constater est de 11 332 255 \$ pour une capacité restante de la décharge de 1 683 076 mètres cubes. La durée de vie restante estimative de la décharge est de 26 ans. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans.

Selon les exigences précisées à la "condition 21" du décret, la régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement sanitaire autorisé. Elle doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation, laquelle prendra fin le 28 février 2041, des contributions dont la valeur total doit être équivalente à la valeur que représente la somme de 3 181 952 \$ actualisée (montant exprimé en dollars de 1998), par indexation au 1er janvier de chacune des années ou parties d'années comprises dans la période d'exploitation, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets (après compactage) enfouis doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Le montant des actifs affectés au règlement du passif au titre des activités d'après-fermeture au 31 décembre 2014 est de 4 090 887 \$.

Le règlement des activités de fermeture sera effectué à même un règlement d'emprunt.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	48
Transferts	49
Autres	
-	50
-	51
	52

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,10	2015	2019	53	7 883 000	8 917 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	7 883 000	8 917 800
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(62 101)	(61 102)
					63	7 820 899	8 856 698

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2014</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2015	64	72	1 091 000	80	89	97	1 091 000
2016	65	73	1 120 000	81	90	98	1 120 000
2017	66	74	1 150 000	82	91	99	1 150 000
2018	67	75	1 182 000	83	92	100	1 182 000
2019	68	76	1 214 000	84	93	101	1 214 000
2020 et +	69	77	2 126 000	85	94	102	2 126 000
	70	78	7 883 000	86	95	103	7 883 000
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	7 883 000	88	96	105	7 883 000

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(8 265 046)	(7 888 091)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(8 265 046)	(7 888 091)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111		139		166		193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112		140		167		194	
Autres	113	19 318 070	141	5 888	168		195	19 323 958
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	1 068 289	143	35 072	170	28 575	197	1 074 786
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	35 836	145		172		199	35 836
Ameublement et équipement de bureau	118	73 223	146	4 708	173		200	77 931
Machinerie, outillage et équipement divers	119	97 303	147		174		201	97 303
Terrains	120	263 029	148		175		202	263 029
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>20 855 750</u>	150	<u>45 668</u>	177	<u>28 575</u>	204	<u>20 872 843</u>
Immobilisations en cours	123	<u>3 436 261</u>	151	<u>1 434 832</u>	178		205	<u>4 871 093</u>
	124	<u>24 292 011</u>	152	<u>1 480 500</u>	179	<u>28 575</u>	206	<u>25 743 936</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127		155		182		209	
Autres	128	13 507 627	156	1 106 572	183		210	14 614 199
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	351 770	158	34 032	185	12 144	212	373 658
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	14 334	160	7 167	187		214	21 501
Ameublement et équipement de bureau	133	63 858	161	2 981	188		215	66 839
Machinerie, outillage et équipement divers	134	73 159	162	4 329	189		216	77 488
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>14 010 748</u>	164	<u>1 155 081</u>	191	<u>12 144</u>	218	<u>15 153 685</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>10 281 263</u>					219	<u>10 590 251</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	5 824	5 824
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	5 824	5 824

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de l'entente relative à la constitution de la régie, celle-ci s'est engagée à verser une compensation à la Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon pour la durée de l'entente, soit 75 ans. La compensation est de 3.2491\$ la tonne métrique représentant une dépense de 137 538 \$ en 2014 et elle sera indexée jusqu'en 2024 au taux de 1.74%. La compensation annuelle ne peut être inférieure à 80 000 \$.

La régie s'est engagée en vertu d'un contrat échéant le 31 décembre 2018 pour l'exploitation du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Lambert-de-Lauzon. Les versements estimatifs totaux s'élèvent à 1 724 524 \$ et se répartissent comme suit : 2015 à 2018- 431 131 \$, par année, basé sur un tonnage annuel approximatif de 43 000 tonnes métriques de déchets.

Les versements relatifs à un contrat de déneigement échéant au printemps 2018 totalisent 99 409 \$ et se répartissent comme suit : 2015 à 2017- 26 509 \$ et 2018- 19 882 \$.

La régie a signé un contrat d'entretien des aérateurs et des pompes échéant au printemps 2016. Les versements totalisent 38 215 \$ et se répartissent comme suit : 2015- 24 357 \$ et 2016- 13 858 \$.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

		2014		2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	240	531 072		364 951
Découvert bancaire	241	()	()	
Placements temporaires	242	809 537		681 235
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
- Encaisse affecté	247	(475 848)	(296 123)	
- Placements temp. affectés	248	(105 888)	(60 212)	
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	758 873		689 851

Note

La politique de la régie consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les sommes que la régie ne peut utiliser pour les opérations courantes, en raison de restrictions quelconques ou parce qu'elles sont réservées à d'autres fins, ne sont pas incluses dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 546 250	727 376
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 1 002 038	748 887
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (314 707 ) (	275 361)
Financement des investissements en cours	4 (1 655 102)	(220 269)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 2 752 550	1 418 363
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 2 331 029	2 398 996
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- affecté à l'exercice suivant	8 182 000	34 500
- aux act. d'après-fermeture	9 683 516	614 086
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 865 516	648 586
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
- Règlement #019-12	23 76 041	40 463
- Règlement #018-12	24 30 476	20 232
-	25	
-	26	
	27 106 517	60 695
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33 30 005	39 606
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 30 005	39 606
	39 1 002 038	748 887

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (7 408) ()	(12 461)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 (262 000) ()	(208 000)
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (269 408) ()	(220 461)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 (45 299) ()	(54 900)
	56 (314 707) ()	(275 361)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 (1 655 102) ()	(220 269)
	59 (1 655 102)	(220 269)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 10 590 251	10 281 263
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 10 590 251	10 281 263
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 7 820 899	8 856 698
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 62 101	61 102
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (45 299) ()	(54 900)
	71 7 837 701	8 862 900
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 7 837 701	8 862 900
	74 2 752 550	1 418 363

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 _____	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La régie contribue au régime enregistré d'épargne retraite collectif des employés pour le montant équivalent à 4% de leur salaire brut annuel. Le pourcentage est porté à 6% après 4 années de service continu et à 8 ou 9 % après 9 années de service continu. La contribution de l'employeur est conditionnelle à ce que les employés participent audit régime dans les mêmes proportions.

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	22 364	20 767

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	7 883 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 655 102
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	9 538 102
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	9 538 102
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	9 538 102
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	9 538 102
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182		
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190	409 488	534 817
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193		
Réseau d'électricité	194		
	195	409 488	534 817
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	409 488	534 817
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197		
Droits de mutation immobilière	198		
Droits sur les carrières et sablières	199		
Autres	200		
	201		
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	202		
INTÉRÊTS			
	203	131 615	127 029
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	(16 431)	(1 401)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		
Gain (perte) sur cession de placements	206	(10 861)	(38 391)
Contributions des promoteurs	207		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		
Contributions des organismes municipaux	209		
Autres contributions	210		
Autres	211	46 828	116 573
	212	19 536	76 781

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	12 400	13 264		13 264	15 031
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	235 750	277 188	4 442	281 630	263 918
Greffe	4					
Évaluation	5					
Gestion du personnel	6					
Autres	7	19 150	13 266		13 266	13 115
	8	267 300	303 718	4 442	308 160	292 064
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9					
Sécurité incendie	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13					
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14					
Enlèvement de la neige	15					
Éclairage des rues	16					
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22					

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27					
Élimination	28	2 106 700	2 302 854	1 150 639	3 453 493	4 156 589
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	2 106 700	2 302 854	1 150 639	3 453 493	4 156 589
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45					
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52					

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60					
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66					
	67					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	268 050	194 577		194 577	256 196
Autres frais	70	30 550	26 860		26 860	34 012
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		3 557		3 557	4 266
	73	298 600	224 994		224 994	294 474
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74		1 155 081	(1 155 081)		

Section II - Autres renseignements non audités

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	24
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	24
Analyse de la dette à long terme	25
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	26
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	27
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	28
Excédent (déficit) accumulé par activités	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert	30
Analyse du coût des services municipaux	31
Acquisition d'immobilisations par objets	32
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	33
Fonds de roulement - Capital autorisé	34
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	35
Questionnaire	36
Membres du conseil et fonctionnaires	37
Autres renseignements sur l'organisme municipal	38
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	39

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	20 000	1 440 720
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		(12 409)
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	35 072	
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	5 100	4 708
Machinerie, outillage et équipement divers	19		4 140
Terrains	20		
Autres	21		
	22	25 100	1 480 500
			(8 269)

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32	1 440 720	(12 409)
Autres immobilisations	33	39 780	4 140
	34	1 480 500	(8 269)

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	8 917 800		1 034 800	7 883 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	8 917 800		1 034 800	7 883 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	8 917 800		1 034 800	7 883 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	8 917 800		1 034 800	7 883 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25				
	26	8 917 800		1 034 800	7 883 000
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	8 917 800		1 034 800	7 883 000

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
25005	Saint-Lambert-de-Lauzon	530 730
25213	Lévis	9 007 372

1

9 538 102

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		
Code géographique	Municipalité	Montant
	Ensemble des municipalités	
25005	Saint-Lambert-de-Lauzon	202 851
25213	Lévis	3 155 190

1

3 358 041

Certaines municipalités

2

3

3 358 041

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10		
Transport collectif	11		
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17	3 287 550	3 366 048
Matières recyclables	18		
Autres	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22		
Santé et bien-être			
Logement social	23		
Autres	24		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25		
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27		
Autres	28		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29		
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31		
	32	3 287 550	3 366 048

**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ PAR ACTIVITÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité
APPLICABLE AUX MRC SEULEMENT

	Activité N°	Total
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté	2	
Réserves financières	3	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	4	
Fonds régional - Réfection et entretien de certaines voies publiques	5	
Société québécoise d'assainissement des eaux	6	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7	
Financement des activités de fonctionnement	8	
Autres		
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
	13	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	14 ()
Financement des investissements en cours	15	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17	
	18	

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	1,00	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	2,50	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6			***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	4,50		***	***	***
Élus	9	5,00		10 057	3 047	13 104
	10	9,50		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11			
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			
Réseau de distribution de l'eau potable	13			
Traitement des eaux usées	14			
Réseaux d'égout	15			
Autres	16			
	17			

S44-1

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2		28		54		80		106		132
Autres	3	303 718	29	4 442	55	308 160	81		107	308 160	133
	4	303 718	30	4 442	56	308 160	82		108	308 160	134
Sécurité publique											
Police	5		31		57		83		109		135
Sécurité incendie	6		32		58		84		110		136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9		35		61		87		113		139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10		36		62		88		114		140
Enlèvement de la neige	11		37		63		89		115		141
Autres	12		38		64		90		116		142
Transport collectif	13		39		65		91		117		143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15		41		67		93		119		145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	2 302 854	46	1 150 639	72	3 453 493	98	409 488	124	3 044 005	150 224 994
Matières recyclables	21		47		73		99		125		151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	2 302 854	52	1 150 639	78	3 453 493	104	409 488	130	3 044 005	156 224 994

S-1-1

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement		
Santé et bien-être												
Logement social	157		172		187		202		217	232		
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218	233		
Autres	159		174		189		204		219	234		
	160		175		190		205		220	235		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161		176		191		206		221	236		
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222	237		
Promotion et développement économique	163		178		193		208		223	238		
Autres	164		179		194		209		224	239		
	165		180		195		210		225	240		
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166		181		196		211		226	241		
Activités culturelles												
Bibliothèques	167		182		197		212		227	242		
Autres	168		183		198		213		228	243		
	169		184		199		214		229	244		
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230	245		
	171	2 606 572	186	1 155 081	201	3 761 653	216	409 488	231	3 352 165	246	224 994

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014***Non audité*

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 456 124	(21 779)
Frais de financement	4	24 376	13 510
Autres	5		
	6	1 480 500	(8 269)

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	727 376	526 589
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	727 376	526 589
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	70 304	(411 045)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(251 430)	611 832
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(181 126)	200 787
Solde à la fin de l'exercice	12	546 250	727 376
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	648 586	1 528 718
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	648 586	1 528 718
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(34 500)	(268 300)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	251 430	(611 832)
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	216 930	(880 132)
Solde à la fin de l'exercice	22	865 516	648 586
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	100 301	30 212
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	100 301	30 212
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	36 221	70 089
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	36 221	70 089
Solde à la fin de l'exercice	31	136 522	100 301

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (275 361)	(196 632)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(15 294)
Solde redressé au début de l'exercice	34 (275 361)	(211 926)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 (54 000)	(34 000)
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	40 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	41 ()	()
Autres	42 ()	()
	43 ()	()
	44 (54 000)	(34 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ		
Autre financement	45 ()	()
	46 ()	(48 007)
	47 (54 000)	(82 007)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48 5 053	10 171
	49 9 601	8 401
	50 14 654	18 572
Solde à la fin de l'exercice	51 (314 707)	(275 361)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (220 269)	(3 448 670)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (220 269)	(3 448 670)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	55 (1 434 833)	3 228 401
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	56	
Réserves financières et fonds réservés	57	
	58	
	59 (1 434 833)	3 228 401
Solde à la fin de l'exercice	60 (1 655 102)	(220 269)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 1 418 363	4 597 231
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	15 294
Solde redressé au début de l'exercice	63 1 418 363	4 612 525
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	64	
	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 1 334 187	(3 194 162)
Solde à la fin de l'exercice	67 2 752 550	1 418 363

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale						
Évaluation	1					
Autres	2	267 300	303 718	4 442	308 160	292 064
Sécurité publique						
Police	3					
Sécurité incendie	4					
Autres	5					
Transport						
Réseau routier	6					
Transport collectif	7					
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9					
Matières résiduelles	10	2 106 700	2 302 854	1 150 639	3 453 493	4 156 589
Autres	11					
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13					
Promotion et développement économique	14					
Autres	15					
Loisirs et culture	16					
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	298 600	224 994		224 994	294 474
Amortissement des immobilisations	19		1 155 081	(1 155 081)		
	20	2 672 600	3 986 647		3 986 647	4 743 127

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3